



# Luttons toutes et tous pour le logement !

**Un constat : pas de logement ou un mauvais logement = pas de vie sociale...**

Alors que le logement est la première cause de précarité, se loger n'a jamais été aussi cher : en 1973, en France, les locataires consacraient au loyer 10 % de leur revenu, aujourd'hui, c'est près de 30 % en moyenne, et pour beaucoup plus de la moitié de leur salaire. À la hausse des loyers, s'ajoute celle des charges et de l'énergie.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, les expulsions ont repris et chaque année, leur nombre ne fait qu'augmenter. Accélérées par la loi Kasbarian Bergé, ce sont des dizaines de milliers de familles qui se retrouvent à la rue chaque année, à mesure de la hausse des loyers et de la spéculation.

Les dispositifs d'hébergement sont saturés, 330 000 personnes sans logement, et 3000 enfants sont dans la rue... Alors que 3,1 millions de logements et plus de 5 millions de m<sup>2</sup> de bureaux sont vides.

2,6 millions de familles attendent un logement social et 4 millions de personnes sont mal logées, criminalisées si elles vont s'abriter dans un local vide. Depuis que le gouvernement a légalisé les logements de marchands de sommeil, beaucoup sont contraintes de louer un sous-sol, un logement de 1m80 sous plafond ou de moins de 2 m de large.

Parmi les premières victimes de cette crise : les travailleur-ses précaires, les femmes, les chômeurSES, les immigréEs, les réfugiéEs, les jeunes, les LGBTQI+, les personnes porteuses de handicap...

Alors que cette crise va être encore aggravée par les Jeux Olympiques, le gouvernement annonce une nouvelle loi qui va à nouveau attaquer le logement social.

Macron et le Medef – de plus en plus majoritaire dans le logement social – ne veulent plus loger les classes populaires, comme beaucoup de collectivités locales qui pratiquent un urbanisme de gentrification ou « d'épuration sociale » des quartiers populaires : le logement cher rapporte à l'État et aux collectivités locales.

Les profits de la rente locative et du logement cher sont parmi les plus juteux et l'un des plus concentrés. Spéculateurs et profiteurs de l'immobilier savent qu'avec Macron et Kasbarian, ils ont les mains libres pour continuer à faire des profits sur nos vies.

Le logement est perçu comme une préoccupation individuelle, il n'en est rien, c'est un enjeu de société majeur et un bien commun. C'est un droit collectif que nous devons défendre et enrichir. Il est temps de réagir, luttons pour un logement pour touTEs, pas de profit sur nos vies !

Ensemble, nous exigeons :

- la baisse des loyers et des charges et la hausse des APL
- l'arrêt des expulsions
- l'application de la loi de réquisition et l'hébergement de tous les sans-abris jusqu'au relogement

- le relogement des mal logés, à commencer par les 93 100 familles prioritaires DALO<sup>1</sup> toujours en attente de logement social
- le financement de logements sociaux pour les 2,6 millions de demandeurs au lieu de les démolir ou de les vendre
- l'abrogation de la loi Kasbarian Bergé et du décret marchand de sommeil ainsi que le retrait du projet de loi Kasbarian 2 qui promet de détruire toujours plus les droits des locataires et le logement social
- la taxation des profits tirés de la spéculation, et l'interdiction des locations Airbnb et compagnie...

Ceci est notre vision commune d'une société plus juste pour les locataires et demandeurs mais il ne faut pas oublier que SUD Logement Social est un syndicat professionnel qui se doit de défendre les intérêts des salarié-e-s du secteur.

Le logement social depuis quelques années est en pleine mutation quelle que soit la forme juridique de l'entreprise ou de l'association.

Dans un univers aux multiples conventions collectives, aux disparités salariales importantes avec de nombreux travailleuses et travailleurs pauvres ; où les employeurs profitent et abusent des difficultés en français, avec le droit, avec l'outil informatique d'une partie des salarié-e-s du secteur, SUD/Solidaires y a toute sa place.

Non-remplacement, écrasement de la masse salariale, intensification du travail, régression sociale, répression et discrimination syndicale, culpabilisation des salarié-e-s qui revendiquent des améliorations de leurs conditions de travail et de vie en sont les effets visibles.

Les élus Sud Logement Social subissent dans leurs entreprises des pressions croissantes afin de les pousser à bout et de les faire renoncer à leurs missions et objectifs.

Menaces constantes des directions, sanctions sous prétextes fallacieux, manipulations des autres collègues pèsent au quotidien sur nous et nous envoient en burnout et en arrêt maladie, sapent notre moral et nuisent à notre qualité de vie.

Il est donc impératif que SUD/Solidaires protège ses élu-e-s attaqué-e-s de plus en plus durement au titre de leur mandat.

Pour finir, nous avons aujourd'hui au moins 6 Délégué-e-s syndicaux attaqués, sous le coup de mesures disciplinaires, au sein de 6 organismes différents, ayant des directions différentes, réparties sur toute la France, n'ayant aucun lien entre elles.

Pourtant les mêmes pratiques partout, des attaques sous des prétextes irréels, avec de gros moyens mis en place et avec plus ou moins de violence.

C'est une situation étrange et inquiétante dans un pays comme le nôtre où le droit doit être prépondérant.

Merci de votre attention...

1. DALO en attente de logement en décembre 2022